

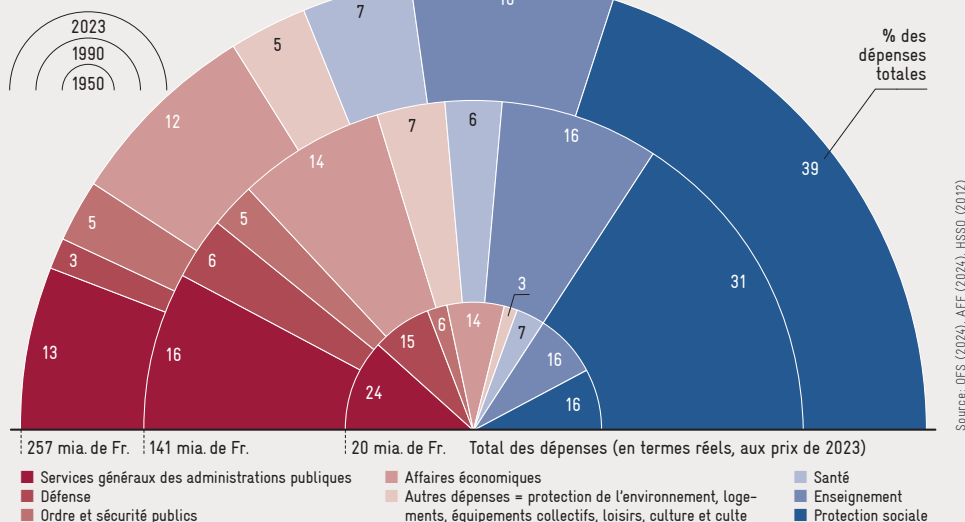
Croissance de l'Etat: la juste mesure

Nombreux sont ceux qui considèrent de plus en plus l'Etat comme un moyen de faire valoir leurs intérêts particuliers. Comment cela se traduit-il dans l'empreinte de l'Etat? Et comment limiter sa croissance?

Contexte

En Suisse, la quote-part de l'Etat (dépenses publiques en % du PIB) a doublé depuis 1960. Ces dix dernières années, la charge fiscale a encore augmenté. Par le biais de subventions et de privilèges, l'influence de l'Etat s'accroît également dans le secteur privé. La place économique est considérée comme compétitive au niveau international, mais la Suisse présente une densité réglementaire élevée, même si le collectivisme n'a pas (encore) pris le dessus. Cette situation est critiquée dans un pays dépourvu de ressources naturelles, dont la prospérité repose sur une économie dynamique et innovante, dépendante de la proximité de la politique avec les citoyens et des processus «bottom-up».

L'accroissement de la part de l'Etat



Les dépenses publiques se sont multipliées dans tous les domaines. La croissance la plus forte a été enregistrée dans la «protection sociale», dont la part est passée de 16% à 39% des dépenses totales.

1 000 000

équivalents temps plein

En Suisse, le secteur public emploie environ un million d'employés (+ 170 000 depuis 2011). Cela correspond à 24 % de l'ensemble des emplois.

Faits

■ Sur 1 mio. d'employés, **410 000 travaillent à l'Etat au sens strict**, **210 000 à l'Etat au sens large** (entreprises publiques) et 380 000 dans des entreprises privées contrôlées par l'Etat ou majoritairement financées par celui-ci.

■ **Plus de la moitié des prix** ne résultent pas de l'offre et de la demande, mais sont largement influencés, voire directement contrôlés par l'Etat.

■ Contrairement à l'idée reçue, la **quote-part fiscale** de la Suisse incluant les cotisations obligatoires aux caisses d'assurances maladie et de pensions **n'est pas inférieure à celle de nos voisins allemands et autrichiens, puisqu'elle atteint 40%.**

■ Heureusement, rien ne laisse présager que la crise liée au Covid-19 entraînera un **effet palier** sur la quote-part de l'Etat similaire à celui de la crise immobilière des années 1990 ou de la crise pétrolière des années 1970.

Recommandations

Afin de maîtriser la croissance de l'Etat, il faut **préserver les freins à l'endettement** de la Confédération et des cantons. En outre, le **référéndum financier**, connu depuis longtemps par les cantons, devrait être introduit au niveau fédéral. Les **analyses d'impact de la réglementation** doivent être optimisées.

Les postes dans l'administration ne devraient être occupés que par des personnes **ayant travaillé un nombre minimum d'années en dehors du secteur public**. Le parlement devrait dédier une session spéciale par an pour identifier et **supprimer les dispositions dépassées ou trop coûteuses**.

